

La corruption, condition essentielle du trafic des êtres humains par Philippe Chassagne¹ et Kolë Gjeloshaj²

Confluences Méditerranée (N°42, Eté 2002)

Cette présentation de certaines caractéristiques du trafic des êtres humains repose sur différentes études que nous avons menées sur les groupes criminels balkaniques. Les difficultés économiques liées à la fin du communisme, l'instabilité politique et les conflits successifs dans la région ont provoqué à diverses reprises d'importants mouvements de populations, favorisant l'émergence de groupes criminels qui se sont attachés à accompagner et à exploiter ces mouvements. Si nous nous sommes concentrés dans cette perspective sur les Etats issus de l'ancienne Yougoslavie et sur l'aire de peuplement albanais, il s'agit aussi de situer la place de cette activité parmi les autres trafics de la route des Balkans, ce qui implique de prendre en considération d'autres pays comme la Turquie ou la Moldavie. Il importe enfin d'établir, lorsque cela est nécessaire, des distinctions entre les filières dont la finalité est la prostitution et celles relevant de l'immigration clandestine au sens strict. Si les premières sont largement dissimulées par les secondes, elles présentent néanmoins des particularités sensibles.

Notre intérêt pour ce trafic repose sur deux constations. D'abord ce trafic constitue pour certains groupes dans les Balkans la voie d'entrée dans le crime organisé, particulièrement dans les pays les plus pauvres. Ensuite, les routes empruntées le sont aussi par d'autres trafics (stupéfiants, armes, voitures) et parfois les acteurs impliqués sont les mêmes d'une activité à l'autre. Cette proximité est évoquée par Marek Okolski lorsqu'il parle de : « l'exploitation illicite des migrations comme trafic », lequel trafic, selon lui : «... fait intervenir des groupes internationaux engagés dans la criminalité organisée, (il) est étroitement lié à d'autres activités illégales de ces groupes et, surtout, (il) rapporte gros »³.

Les relations entre ces nouvelles filières criminelles et celles du trafic de stupéfiants nous semblent intéressantes. Jonas Widgren, directeur du Centre international pour le développement des politiques migratoires, précise ainsi : « On observe aussi une convergence entre les filières de drogue et les trafiquants d'êtres humains. »⁴ En effet le trafic de drogues semble se conjuguer à celui des migrants clandestins, mieux que d'autres activités de contrebande. Le trafic de stupéfiants offre le rapport le plus

¹ Doctorant en géographie politique à l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)

² Politologue, Collaborateur Scientifique au CRITEME-GASPPECO auprès de l'Institut Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles.

³ Okolski Marek : « Tendances récentes et grands enjeux des migrations internationales : l'Europe centrale et orientale », dans la *Revue internationale des sciences sociales*, n°165, septembre 2000, pp.379-392.

⁴ « Le trafic des hommes, un marché lucratif » dans *L'Hebdo* repris par le *Courrier International* n°505 du 6 au 12 juillet 2000.

intéressant entre le volume à transporter et les gains engendrés. Un individu peut ainsi aisément convoier une quantité réduite de drogue et jouer le rôle de mule, en bénéficiant éventuellement de la couverture du groupe de personnes dans lequel il se trouve. Au delà des filières de transport, il importe aussi d'observer les relations pouvant exister entre les prostituées, les lieux de prostitution et la drogue.

En comparaison avec les autres trafics, celui des êtres humains possède une singularité importante. Il comporte une dimension prédatrice marquée, et ses victimes sont l'objet même de l'activité criminelle. Ce point pourrait être important pour les forces de l'ordre, puisqu'il leur ouvre la possibilité d'engager la solidarité des victimes de ces réseaux afin d'obtenir des renseignements. Alors que les filières des migrants clandestins transportaient initialement des personnes des mêmes pays que les trafiquants, elles ont évolué et se sont diversifiées au fil des années, prenant en charge des gens venus de pays beaucoup plus éloignés. Les possibilités de collaboration avec les forces de l'ordre sont donc plus grandes, même s'il faut nuancer cette idée. Car les migrants savent que pour atteindre leur destination finale, ils devront peut-être faire appel une nouvelle fois à ces filières, après une première interpellation et une extradition (un argument employé par les trafiquants pour tenter de s'assurer du silence de leurs clients).

Un trafic parfaitement organisé

La place du trafic d'êtres humains par rapport aux autres trafics du crime organisé peut varier, notamment selon le niveau de professionnalisme des groupes, selon le type d'individus pris en charge et la finalité de la filière. Les groupes débutant dans les trafics illégaux peuvent gagner beaucoup d'argent, avec un investissement initial limité, en réalisant des opérations de transport d'envergure modeste (passage d'une frontière pour de petits groupes de personnes). Les sommes gagnées progressivement peuvent permettre ensuite de développer la filière ou d'investir dans des trafics plus lucratifs. Les réseaux actifs dans l'exploitation de la prostitution ont pu commencer leurs activités en ayant recours à l'enlèvement, s'assurant ainsi des gains élevés pour un investissement très faible, particulièrement dans les pays pauvres. Les organisations albanophones semblent procéder le plus régulièrement de la sorte. Les groupes qui se livrent d'abord au trafic d'êtres humains (une activité souvent peu ou mal réprimée) acquièrent une expérience, des contacts et des moyens très utiles pour aborder plus tard d'autres trafics (cigarettes, drogues, armes). Le plus souvent ils continueront cette activité initiale, même de façon moins régulière.

Néanmoins, le trafic des êtres humains est également devenu en quelques années une source de revenus alternative pour des organisations criminelles puissantes, impliquées de longue date dans d'autres activités illicites. Un certain nombre de familles mafieuses de Turquie ont ainsi pris les rennes des principales filières de ce trafic européen. La situation géographique de la Turquie, pont naturel entre l'Orient et l'Occident, et la question kurde, qui génère entre autres un mouvement d'exode vers l'Europe occidentale, expliquent cette implication des trafiquants turcs. Leur position de force

repose à la fois sur l'expérience des réseaux illicites et les connections internationales acquises par le trafic d'héroïne, sur le potentiel logistique à leur disposition (une partie de l'argent de la drogue a longtemps été recyclée dans l'économie des transports, du tourisme et des migrations de populations), et enfin sur la volonté de trouver d'autres ressources criminelles depuis le recul des réseaux turcs sur le marché de l'héroïne européen⁵. L'implication d'autres organisations criminelles internationales dans ce trafic et leur coordination entre elles sont mises en lumière par les évolutions constatées sur l'origine des personnes transportées par les filières balkaniques. On a pu observer ainsi des accords passés avec différents groupes, liés à des triades chinoises (Vlora en Albanie), à des organisations russes (Istanbul ou Sofia), ou encore à des réseaux basés en Afrique (Istanbul ou Sarajevo).

Les groupes qui contrôlent et animent les filières d'immigration clandestine se répartissent en trois catégories distinctes, dont les acteurs sont souvent en relation les uns avec les autres, de façon individualisée et limitée, mais régulière. Des organisations internationales, dont la direction se trouve souvent en Turquie, disposent de lieutenants ou d'associés dans les principaux pays empruntés par la filière, qu'elles supervisent. Ces organisations s'appuient dans chacun des pays traversés sur des groupes installés localement et spécialisés sur une section du trajet ou une activité bien précise, assurant la circulation sur leur territoire, le franchissement de la frontière du pays suivant ou la réception dans le pays de destination finale. Enfin ces groupes peuvent déléguer à des acteurs occasionnels des tâches spécifiques.

Le transport illégal d'êtres humains sur de longues distances et à travers plusieurs frontières comporte des contraintes plus importantes que le trafic de marchandises diverses (armes, drogues, cigarettes). Ainsi une coopération étroite existe souvent entre les acteurs de deux pays voisins, tout au long de la filière, avec la participation d'individus bilingues aux endroits clés du parcours, en Turquie, dans le pays voisin de l'Union européenne (UE) et dans le premier pays de l'UE. L'importance d'individus polyglottes dans ces organisations est à la fois déterminante et trop peu soulignée. La segmentation nécessaire de ce trafic a été rendue possible par l'ouverture plus grande des pays d'Europe de l'Est depuis 1989. Les réseaux criminels régionaux ont cherché à se ramifier dans chaque pays emprunté par leurs trafics, afin de renouveler et de multiplier les filières possibles. Il est évident que dans chaque pays traversé opèrent des membres locaux de ces réseaux et qu'aucun pays n'échappe à ces pratiques criminelles.

Dans le cadre des filières de prostitution, nos recherches précédentes sur les réseaux criminels régionaux et leurs activités illégales ont mis en lumière la place de trois groupes dans les Balkans, dont les réseaux sont étroitement liés entre eux. Il s'agit des trafiquants serbes, monténégrins et albanais. Ils animent ensemble des filières reliant efficacement les pays d'origine de bon nombre des femmes exploitées (l'Ukraine, la Moldavie, la Roumanie ou la Bulgarie), avec l'Italie ou les pays germanophones (par l'Europe centrale), les premiers territoires de l'UE. Belgrade joue le rôle d'un carrefour entre plusieurs axes (aussi bien pour les prostituées que pour les migrants clandestins),

⁵ « La 'maffya' diversifie ses activités », dans la *Lettre internationale des drogues*, février 2001, lettre mensuelle de l'Association d'études géopolitiques des drogues (AEGD), disponible sur Internet : www.geodrugs.net

d'Europe orientale vers le nord de l'Italie par les pays de l'ancienne Yougoslavie (où interviennent des trafiquants bosniaques, croates et slovènes), de Turquie vers l'Europe centrale par la route des Balkans, enfin d'Europe orientale vers le sud de l'Italie par les ports monténégrins ou albanais. On a pu également constater que de nouvelles filières émergent, puisque des prostituées achetées à Belgrade et qui transitent par la Turquie sont acheminées vers l'Extrême Orient.

Géographie économique et politique du trafic

On utilise généralement trois catégories pour définir la position de chaque pays dans ce trafic. Il existe des pays de recrutement (notamment en Europe orientale et en Asie), des pays de transit et des pays de destination (principalement au sein de l'UE). Les filières de prostitution fonctionnent souvent effectivement dès la deuxième étape, après un premier achat par des proxénètes, alors que les promesses initiales assuraient aux jeunes filles un voyage jusqu'en Europe occidentale. Les pays les plus pauvres sont les plus concernés par ce trafic. Ainsi la Moldavie figure parmi les principaux pays de recrutement, beaucoup de filières s'organisent en Yougoslavie, tandis que l'Albanie accueille à la fois des réseaux de recrutement et de transport.

En ce qui concerne les filières de prostitution, en dehors des difficultés matérielles, raison essentielle du désir de départ en Europe occidentale, c'est aussi la volonté d'émancipation, encouragée par certaines conditions de vie familiale (mauvais traitement, la charge seule d'enfants) ainsi que le manque d'information, qui peuvent conduire les femmes à devenir des proies plus faciles pour des réseaux criminels.

La nature même de ce trafic en fait l'un des plus révélateurs du niveau élevé de corruption existant dans les pays d'origine des migrants comme dans les pays de transit. Il est très difficile de transporter un groupe important de personnes sans attirer l'attention. Le franchissement d'une frontière par quelques personnes est relativement aisé, mais dans les filières de grande envergure qui se sont développées depuis une dizaine d'années en Europe orientale, la visibilité devrait être un obstacle incontournable. Par ailleurs, les voyages s'étalent sur des semaines voire des mois, et dans de nombreux pays de transit, les migrants doivent être pris en charge durablement (hébergement, alimentation, etc.), avant de pouvoir poursuivre leur périple. Cette prise en charge constitue d'ailleurs une source de revenus supplémentaires pour les populations locales qui participent ainsi à une économie parallèle, en complicité avec les réseaux criminels. Cela implique une corruption étendue et un laxisme évident des autorités locales. L'acquisition de « vrai faux » passeports ou l'obtention de visas, en cas de besoin, résultent également des pratiques de corruption. L'importance de ces pratiques semble capitale dans les trafics des êtres humains, comme en témoigne la place centrale qu'occupe la Turquie dans ces filières illicites. Même s'il s'agit d'un Etat plus stable et plus puissant que les autres Etats que nous avons étudiés, le caractère bien ancré des pratiques de corruption dans ce pays contribue aussi à expliquer son importance actuelle dans les trafics. Il est tout aussi surprenant de considérer la situation

en Albanie, où plusieurs dizaines de bateaux pneumatiques puissants (*scafi*) participent depuis des années au transport de migrants clandestins entre le sud du pays et les côtes des Pouilles en Italie, sans que les autorités albanaïses n'aient été capables de réprimer durement cette activité illégale et ce, malgré la présence des forces de l'ordre italiennes qui collaborent avec leurs homologues albanaïses. Le même constat peut être fait à propos du Monténégro. Ces situations suscitent légitimement des interrogations sur les responsabilités d'hommes politiques ou de hauts responsables de l'Etat dans ces trafics.

Or la rentabilité du trafic de migrants clandestins se fonde sur le nombre de personnes transportées, bien plus que sur la valeur ajoutée du produit (à la différence de la drogue). Dans le cas des filières de prostitution, la valeur ajoutée existe bel et bien, mais on peut rappeler que ces filières s'animent souvent sous couvert du trafic de migrants.

La situation géographique de chaque pays contribue également à définir leur rôle dans le trafic. Il existe des pays plus perméables que d'autres, l'Italie en est l'un des meilleurs exemples. Deux routes importantes du trafic de clandestins (et des prostituées) aboutissent en Italie, la route « yougoslave », jusqu'à la frontière slovène, et la route Adriatique, par l'Albanie ou le Monténégro. Les pays frontaliers de l'espace Schengen jouent un rôle particulier. A moyen terme, ces pays vont intégrer l'UE et la pression policière y est moins forte que dans les pays de l'UE. De fait, ces pays (particulièrement ceux d'Europe centrale) sont devenus des pays possibles de destination, en fonction du pays d'origine des migrants, de l'activité éventuelle vers laquelle on les dirige ou du groupe qui les a convoyés ou achetés.

Dans le cas des réseaux albanaïses d'exploitation de la prostitution, l'attrait pour les pays d'Europe occidentale repose sur les considérations suivantes. Le pouvoir d'achat des « clients » est plus élevé, le changement régulier pour les prostituées de pays et de lieu de travail s'effectue manifestement sans trop de difficultés, elles sont très éloignées de leur pays et la pression culturelle et sociale est beaucoup moins importante, ce qui rend plus facile leur soumission à la prostitution, enfin il est plus difficile pour elles de s'échapper d'un environnement inconnu qui peut même leur sembler hostile.

D'autres facteurs politiques jouent un rôle dans la géographie de ces réseaux criminels, qu'il s'agisse de la prostitution ou bien de l'immigration clandestine.

Il est frappant de constater que la prostitution explose dans les zones très militarisées et occupées par du personnel des administrations internationales (Kosovo, Macédoine, Bosnie), des zones de fractures, marquées par des frontières internationales ou seulement locales. Ce marché en développement constitue une importante source de revenus pour des organisations criminelles locales, souvent elles-mêmes liées à des groupes paramilitaires. Par exemple, depuis la fin de la guerre au Kosovo, des mouvements nouveaux dans les filières régionales ont eu lieu. Des prostituées ont été transférées d'Albanie au Kosovo et il existe des cas où des prostituées « entretenues » par des albanophones en Europe occidentale ont accompagné leurs souteneurs de retour au Kosovo.

Un autre élément d'importance pour le trafic des êtres humains est la politique des visas entre deux pays. Ainsi selon les accords bilatéraux existant, se sont dessinées des filières spécifiques d'immigration clandestine tout au long des années 1990. Le cas des migrants

iraniens en Bosnie a été réglé en début d'année 2001 avec l'introduction de visas entre les deux pays, en revanche le problème persiste vis-à-vis de la Turquie, pays dont les ressortissants n'ont pas besoin de visas pour se rendre à Sarajevo et qui joue le rôle de point de départ d'une filière yougoslave passant par la capitale bosniaque. Ces accords passés ou actuels de la Bosnie renvoient au début des années 1990 et à l'appui de l'Iran et de la Turquie (en argent, en armes et en hommes) aux Musulmans menacés puis agressés par les forces armées serbes, puis par les forces armées croates. Nous pouvons encore évoquer l'existence des facilités administratives pour se déplacer entre la Moldavie et la Roumanie, (supprimées très récemment sous la pression de l'UE) ou pour les ressortissants yougoslaves qui veulent se rendre en Hongrie. Les relations privilégiées entre la Chine et la Yougoslavie, renforcées depuis la crise au Kosovo et le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en 1999 contribuent à expliquer pourquoi aujourd'hui, les commerçants chinois peuvent acquérir la nationalité yougoslave et s'installent ensuite dans le pays, principalement au Sud (Nis, Leskovac), à proximité du Kosovo et du Sandjak. Conséquence de cette situation, ces deux régions sont devenues les passerelles des migrants clandestins vers l'Albanie et le Monténégro. Concernant cette dernière filière « chinoise » vers le Monténégro, l'implication de soldats de l'Armée yougoslave (VJ) a déjà été démontrée, ce qui renvoie à la participation à ces réseaux de membres de l'armée et de la police régionale, et pose à nouveau la question d'éventuels chapeautages politiques sur l'ensemble de ces filières illégales.

Les liens avec le trafic de drogues

Le trafic des êtres humains est certes devenu une source de profits nouveaux pour des groupes criminels qui se sont spécialisés dans cette activité, mais il est aussi l'une des multiples facettes de réseaux criminels diversifiés qui participent à bien d'autres trafics, celui des drogues notamment.

Ainsi, la place occupée par différents pays sur les routes du trafic d'êtres humains est révélatrice des autres trafics illégaux qui s'y sont développés, car les réseaux criminels choisissent de façon très ciblée les pays les plus pauvres, où souvent la corruption est plus aisée, pour y installer des points d'ancrage pour l'ensemble de leurs activités. Sans revenir sur des cas bien connus, on peut relever par exemple que la Moldavie, outre son statut de « réservoir de marchandise humaine » pour de nombreuses filières criminelles, est aussi désormais un maillon faible sur les routes de l'héroïne au départ d'Istanbul, et donc un lieu de passage de choix pour les trafiquants turcs qui veulent éviter la route traditionnelle des Balkans, en empruntant un axe plus oriental, par des pays comme la Roumanie, la Moldavie, l'Ukraine, la Pologne ou Slovaquie.

Dans le cadre de ces trafics qui empruntent les mêmes routes, il semble aussi exister des spécificités propres aux réseaux criminels albanais où plusieurs produits sont convoyés simultanément par les mêmes filières, en particulier sur la route Adriatique reliant les ports d'Albanie à l'Italie. Lorsque les candidats au voyage sont du même pays que leurs transporteurs et que leur contrôle est relativement facile (par des pressions sur la

famille), il arrive que les trafiquants chargent les migrants illégaux de livrer en fin de parcours un ou des paquets contenant des quantités modestes de stupéfiants. Cette pratique permet à la fois au trafiquant de réduire les risques pris en effectuant deux opérations (le passage d'un migrant clandestin et l'acheminement de la drogue) en un seul voyage, et le cas échéant, au candidat au départ de s'acquitter du prix élevé du voyage par un paiement « en nature », première étape avant une éventuelle intégration dans un réseaux criminels dans le pays de destination.

Plus généralement, on constate que les *scafi* qui font la liaison entre la côte albanaise et le sud de l'Italie transportent souvent à la fois quelques dizaines de migrants clandestins (une trentaine à une quarantaine de personnes) et une cargaison assez importante (quelques centaines de kilogrammes) de drogues, principalement de la marijuana, déchargée à un endroit différent de celui où les migrants ont été débarqués. La présence d'hommes à bord du bateau des trafiquants leur permet, en cas de poursuite avec les autorités italiennes, de jeter à l'eau certains de leurs passagers afin de détourner l'attention des autorités pour pouvoir débarquer leurs marchandises, surtout la drogue.

Quant à l'exploitation de la prostitution, c'est dans les pays de destination des femmes que les liens avec le trafic de drogues sont particulièrement étroits. Les prostituées peuvent être forcées par leurs souteneurs à consommer certains produits afin de les maintenir sous leur emprise totale. Mais le point le plus important est que l'exploitation de la prostitution dans certains espaces permet progressivement aux réseaux de s'ancrer efficacement sur place, d'y bénéficier d'un environnement plus sûr afin de se livrer à la vente de stupéfiants. Les prostituées peuvent le cas échéant servir de vigie lorsqu'elles sont dans la rue. Elles participent ainsi à un certain contrôle du territoire sur lequel d'autres activités criminelles sont plus facilement réalisables. Parfois elles remplissent elles-mêmes le rôle de vendeuses au détail, ce qui favorise la fidélisation de certains clients et l'instauration d'une autre forme de complicité avec lui. Ce dernier dispose ainsi de deux « services » dans le cadre d'un seul déplacement.

Le contrôle de la prostitution par un réseau criminel peut également se révéler fort utile afin d'effectuer des pressions sur les clients ayant recours à ces « services », dans le but d'extorquer de l'argent ou un service quelconque, notamment sur un plan administratif. Le cas des réseaux originaires d'Albanie venus s'installer en Italie dans la première partie des années 1990 a montré qu'à partir d'une position acquise progressivement sur le marché de la prostitution locale, les trafiquants albanais sont parvenus à s'imposer ensuite sur d'autres secteurs, en premier lieu dans l'approvisionnement et la distribution de drogues (marijuana, héroïne puis cocaïne).

Conclusion

Le trafic des êtres humains touche les droits les plus fondamentaux des individus. Les bouleversements politiques qu'ont connus les Balkans ont contribué au développement de cette nouvelle manne pour les organisations criminelles locales. Comme dans d'autres régions du monde, nombre d'entre elles ont pu se spécialiser dans

l'établissement et le développement de ces filières. Elles ont créé des modes opératoires spécifiques et ce trafic est devenu pour elles un secteur d'activité à part entière. De plus, elles ont appris à articuler parallèlement différents trafics afin d'augmenter l'efficacité et la rentabilité de leurs opérations. Les organisations criminelles ont ainsi intégré cette ressource dans le panel de leurs activités criminelles « classiques ».